

Monde du travail 3

L'USS et les droits
syndicaux: la faillite
d'une stratégie

National 5

Droit de timbre: la
droite se tamponne
du bien commun

International 11

L'impérialisme
suisse en Afrique
modulé par le Covid

International 12

Kanaky: lutter pour
l'indépendance et
pour ses ressources



Édito

Euro: ivresse du capitalisme, gueule de bois planétaire

Le championnat européen de football fait partie de ces événements qui semblent prendre toute la place: par sa couverture médiatique, son impact financier et publicitaire, un Euro fait partie des moments de dépense forts du capitalisme.

Repoussée pour cause de pandémie, la compétition a eu lieu cette année. Après le confinement, l'impression générale était celle d'un relâchement complet. Il y avait certes une euphorie populaire jouissive à pouvoir à nouveau se retrouver et festoyer. Mais face à la situation sanitaire et écologique actuelle, le choix des gouvernements pourrait s'avérer criminel, d'autant plus pour cette édition. En effet, cette dernière se déroulait simultanément dans onze pays différents pour marquer le soixantième anniversaire de la compétition. Ces pays avaient été choisis pour leur place dans ce sport (Espagne, Italie, Angleterre) ou pour leur générosité envers les institutions (Azerbaïdjan). Pour les équipes et leurs supporters-trices, il s'agissait donc de voyager constamment de pays en pays.

Ainsi, la Suisse et ses fans ont parcouru en trois matches l'équivalent de 9650 kilomètres (Suisse-Bakou-Rome-Bakou), avant de partir pour Bucarest, puis Saint-Petersbourg. →

À lire

8-9

LIVRES EN LUTTE POUR L'ÉTÉ

D'un point de vue sanitaire, pas besoin d'être un·e expert·e en épidémiologie pour comprendre que la concentration de la foule dans des stades et sa dispersion à travers plusieurs pays auront renforcé la circulation du variant Delta. C'est le cas avéré pour des supporteurs·trices français·es ou finlandais·es dont plusieurs ont été testé·es positifs·ves au retour d'un déplacement pour assister à un match.

Les rares villes (Dublin, Bilbao) ayant fait preuve de précaution en refusant le public dans leur stade se sont vu signifier par l'Union of European Football Associations (UEFA) leur retrait de la liste des villes hôtes. Du côté de la Hongrie, Orban a pu fanfaronner en n'imposant aucune jauge dans les stades, sans que l'UEFA ne sourcille.

D'un point de vue écologique, le foot professionnel est de toutes façons incompatible avec l'urgence climatique, avec ses stades et les déplacements permanents qu'il implique. Il faut tout de même reconnaître au génie capitaliste sa capacité à toujours opter pour le pire. Cette édition aura été de loin celle impliquant le plus lourd bilan carbone. Face aux critiques, l'UEFA a sorti l'argument de la compensation carbone, mettant en lumière une fois de plus l'inanité du *greenwashing* : « on organise une compétition où il faut prendre constamment l'avion » « mais il y a urgence climatique... » « pas de soucis, on va planter des arbres ».

Même devant la beauté d'un contrôle de Benzema ou d'une transversale de Xhaka, difficile alors de se réjouir. S'acharner à consommer malgré le nombre de mort·e·s du Covid, malgré les personnes souffrant de symptômes longs, malgré l'épuisement du personnel soignant, malgré l'urgence climatique, ce ne peut être qu'un spectacle indécent. Cet Euro symbolise parfaitement cette indécence du capitalisme prêt à tout pour relancer la production et la consommation dans un rythme effréné. Le football business représente l'un des divertissements les plus lucratifs du capitalisme international, rien d'étonnant que tout ait été fait pour qu'il se déroule au plus vite. De l'ivresse populaire, ne reste rapidement plus qu'une gueule de bois qui risque bien de durer.

Pierre Raboud



PREMIÈRES DATES ET GRANDES LIGNES DE LA TOURNÉE ZAPATISTE EN SUISSE

15 – 22 AOÛT ZÜRICH

Le collectif Barfuss organise le camp Son Jarocho « Caracolas » en ville – une semaine pour partager autour de la musique, de la résistance et des diverses réalités européennes. Seront également organisés des événements culturels.

27 – 29 AOÛT BÂLE

Un camp proposera différents événements, entre autres :

- échange avec les collectifs d'immigré·e·s sans-papiers;
- atelier de la lutte des migrant·e·s : espace où les migrant·e·s pourront échanger leurs expériences, leurs luttes;
- atelier sur la souveraineté alimentaire pour faire connaissance avec les différentes initiatives d'agriculture solidaire et collective;
- atelier sur la démocratie de proximité comme perspective révolutionnaire à partir des exemples des caracoles zapatistes et du mouvement kurde;
- atelier sur les multinationales suisses et leur rôle dans le soutien des régimes autoritaires dans le sud du monde;
- musique;
- programme pour les enfants.

28 – 29 AOÛT GENÈVE

CONGRÈS DE SOLIDARITÉS GENÈVE

Réservé aux membres du mouvement. Lieu à définir.

27 AOÛT BÂLE

Procès féministe contre le patriarcat, sous la forme d'un procès populaire.

28 AOÛT BÂLE

Grande manifestation transfrontalière qui traversera les frontières de l'Allemagne, de la France et de la Suisse et passera devant la prison et le centre de détention pour migrant·e·s de Bässlergut.

GENÈVE

Après ou avant le camp de Bâle, actions et repas populaires à Genève, où se situent les sièges de ceux qui pensent posséder le monde (OMC, OMPI, ONU, multinationales, les banques qui financent les mégaprojets destructeurs...)

TESSIN

À la frontière de l'Italie, un accueil sera organisé – après les étapes de Bâle et de Genève – avec l'intention de continuer à récupérer les rues et les places des villes et de profiter des montagnes, des forêts et des rivières.

Page Facebook : caravanaporlvida.suiza

25 – 26 SEPTEMBRE GENÈVE

CONGRÈS NATIONAL DE SOLIDARITÉS

Réservé aux membres du mouvement. Lieu à définir.

Impressum	Titrage	5 000 exemplaires	23 n° par an	Editeur	Journal Solidarités	Case postale 2089	1211 Genève 2	T +41 22 740 07 40	E journal@solidarites.ch	W solidarites.ch/journal
				Comité éditorial	Claire Almeida Lozar	Joseph Daher	Cornelia Hummel	Margaux Long	Gabriella Lima	
				Relecture	Thommas Vachetta	Gaëlle Kovdly	Marc Leemann	Guy Rouge		
				Maquette et mise en page	José Sanchez	Thomas Vachetta				
				Francoise Wos	Julien Nagel	Pierre Raboud				
				Pascal Vosticki						

Annuel	fr.	80
Étudiant·e·s, chômeur·seuses, AVS/Al...		40
Soutien		150
3 mois à Tessen	Gratuit!	
Pour payer :	CCP 17-216950-1	
	IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1	
Demanda d'abonnement et changements d'adresse :		
	abos@solidarites.ch	

Genève	Fribourg/Freiburg	Neuchâtel	Vaud
25, rue des Gares	Case postale 532	Case postale 3105	5 place Chauderon
Case postale 2089	1701 Fribourg	2001 Neuchâtel	1003 Lausanne
1211 Genève 2	E fribourg@solidarites.ch	T +41 77 502 79 53	T +41 79 302 38 34
T +41 22 740 07 40	E info@solidarites.ch	E ne@solidarites.ch	E voud@solidarites.ch
E info@solidarites.ch	W solidarites.ch/ne	W solidarites.ch/ne	W solidarites.ch/vaud
W solidarites.ch/genève			

LA FAILLITE D'UNE STRATÉGIE

Des décennies après avoir signé les conventions 87 et 98 de l'OIT, la Suisse ne protège toujours pas les travailleurs-euses des licenciements antisyndicaux. Ce qui n'empêche pas les conseillères et conseillers fédéraux-ales de tenir de beaux discours lors de l'ouverture des sessions de l'OIT. Et l'USS de se retrouver le bec dans l'eau.

Dans un éditorial de *L'Événement syndical* du 23 juin, Sylviane Herranz dresse le bilan désastreux en matière de droits syndicaux de la Suisse du partenariat social. Elle met en relief l'hypocrisie du gouvernement sur ce point, qui joue ouvertement la pendule depuis des années. Manque toutefois le constat, tout aussi désastreux, de la stratégie suivie par l'Union syndicale suisse (USS) sur ce point.

En 2009 déjà, soit six ans après le dépôt d'une plainte de l'USS contre le gouvernement suisse pour absence de protection des salarié-e-s contre les licenciements antisyndicaux, Vasco Pedrina, ancien dirigeant d'Unia et de l'USS, alors chef de la délégation des travailleurs et travailleuses de Suisse à la Conférence internationale du travail, tonne : « *L'USS rappelle à la conseillère fédérale Leuthard que l'on ne peut pas éternellement traîner les pieds.* » Dans le genre « retenez-moi, où je vais me fâcher ! », il poursuit : « *Pour l'USS, une chose est claire : cette politique qui consiste à toujours reporter à plus tard la résolution de ce problème et à se cacher derrière les patrons, leur accordant ainsi de facto un droit de veto, doit prendre une bonne fois fin.* »

L'USS menée en bateau

Tétanisés, certainement, par ces mâles propos, patronat et gouvernement suisses se hâtent de ne rien faire et de ne pas appliquer les recommandations du Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail (OIT), formulées dès 2004, qui demandaient à la Confédération de mettre ses lois en conformité avec la convention 98, signée en 1999. Mieux, la même année 2009, après le coup de gueule de Pedrina, l'USS suspend sa plainte, au motif que le Conseil fédéral a mis en consultation un avant-projet de modification du Code des

obligations renforçant la sanction en cas de licenciement abusif.

Six ans plus tard, l'USS rugit une fois de plus et réactive sa plainte. Entretemps, les cas de licenciements syndicaux se sont accumulés. En réponse, le Conseil fédéral constate qu'il n'y avait pas eu de consensus sur l'avant-projet et commande... un nouveau rapport approfondi à l'administration sur cette question. Après tant de bonne volonté, la Suisse finit par figurer sur la liste noire de l'OIT. Liste dont elle sortira, avec l'approbation de l'USS, sur la promesse de Guy Parmelin de mettre en place une médiation, avec des expert-e-s de l'OIT. En 2021, la médiation n'a toujours pas donné de résultats. Beau travail, messieurs les dirigeants de l'USS ! On sait visiblement se faire respecter à la Monbijoustrasse.

On pourrait en effet ricaner ouvertement de tant d'incurie syndicale si ce qui était en jeu n'était pas

aussi fondamental. Car il est crucial, pour le mouvement syndical, de posséder une forte présence dans les entreprises et d'être capable de la protéger. Sans cela, il n'est qu'une coquille vide, ballotée au gré du bon vouloir patronal. La capacité de mobilisation et d'agitation des syndicats au cœur des entreprises, malgré tous les obstacles conventionnels, légaux ou autres, est au fondement de l'action de défense des salarié-e-s.

Lors du licenciement antisyndical de Mickaël Béday, dans l'horlogerie, Pierre-Yves Maillard, actuel président de l'USS, est venu soutenir la manifestation de protestation à la vallée de Joux. Il y a défendu non pas les droits syndicaux, mais le partenariat social et la participation des salarié-e-s, mis en danger par ce genre de licenciements. On appelle ça donner des verges pour se faire battre.

Daniel Süri

UNIA VAUD FAIT LE MÉNAGE

Anaïs Timofte, présidente du POP vaudois et ancienne secrétaire syndicale chez Unia Vaud, attaque son ex-employeur pour licenciement abusif. À l'appui de sa démarche, elle révèle une situation professionnelle tendue, où plusieurs secrétaires syndicaux-ales ont été licencié-e-s, ont démissionné ou sont en congé maladie de longue durée. En 2018, l'inspection du travail avait souligné « *l'existence de risques psychosociaux importants dans les rapports de travail entre les secrétaires syndicaux et la hiérarchie.* »

Si l'on ne saurait exclure la dimension politique de ce conflit – moins à cause de l'appartenance d'Anaïs Timofte au POP que pour son appui à un autre dissident exclu, Laurent Tettamanti – il met en évidence la contradiction latente de la fonction de secrétaire syndical-e, employé-e du syndicat, mais aussi militant-e, à qui la hiérarchie bureaucratique demande souvent beaucoup sans compensation en retour. Le management moderne dont se revendique Unia l'assimile à une entreprise comme une autre. Et pas nécessairement parmi les plus bienveillantes. DS

Rassemblement de soutien au délégué syndical licencié Mickaël Béday devant l'entreprise Dubois & Dépraz à la vallée de Joux, juillet 2019





Tir d'un missile Patriot lors d'un exercice en Corée du Sud

National F-35

«LIGHT» AU LIEU DE «LIGHTNING»?

La décision du Conseil fédéral de choisir l'avion de combat F-35A a suscité beaucoup de critiques des partis à gauche (PSS, Vert·e·s). Leurs arguments ne sont pour autant pas antimilitaristes et se concentrent sur un coût excessif et des considérations géopolitiques et techniques.

La critique contre un choix non européen est particulièrement surprenante. Des armes issues de fabricants européens sont-elles plus acceptables ? Cette position pro-UE est d'autant plus curieuse que toute une série de pays membres de l'UE ont acquis ou prévoient d'acheter des avions F-35 : la Belgique (34 avions), le Danemark (27), les Pays-Bas (46), la Norvège (25), la Pologne (32), l'Italie (12), l'Angleterre (21). Certains prévoient encore d'augmenter leurs commandes.

Une défense moins chère ?

L'industrie de l'armement a toujours bénéficié d'appuis étatiques pour promouvoir ses propres intérêts. Le volume financier considérable des contrats l'a toujours poussée à recourir à toutes sortes de moyens proches de la corruption et à des montages opaques. Les conditions de vente par Das-

sault des avions Rafale à l'Égypte et à l'Inde ont récemment mis en évidence cette triste réalité.

On peut certes s'interroger sur les frais de maintenance. La société Lockheed Martin, qui construit le F-35, a calculé un coût de vol horaire de 44 000 \$ en 2018, pour le ramener en 2019 à 35 000 \$ et prévoit de le réduire à 25 000 \$ en 2025. Les prévisions budgétaires n'ont jamais été le point fort des militaires et des fabricants d'armes : les dépassements de budget sont plutôt la règle que l'exception. Lockheed a précédemment fabriqué le chasseur F-22 à 187 exemplaires pour un coût de 70 milliards de dollars, dernier exemple d'un gouffre financier. La Suisse en avait déjà fait l'expérience avec l'affaire des Mirages dans les années 1960.

Une défense allégée ?

Nous sommes bien entendu favorables à un nouveau vote sur cette

dépense. La votation serrée de septembre 2020 (49,9 % de non à un nouvel avion de combat) montre qu'il est possible de remporter un nouveau scrutin. Cela doit être l'occasion d'exposer les arguments contre toute acquisition d'armes. Nous ne voulons pas nourrir les marchands d'armes, qu'ils soient américains, européens ou suisses.

Une défense aérienne « allégée », telle qu'elle est proposée par le document du Groupe pour une Suisse sans armée, ne répond à aucune menace objective et doit aussi être fermement refusée. Aucune situation de conflit avec nos voisins n'est prévisible, même après l'Euro 2020. Par contre, nous vivons en Suisse avec la menace permanente d'un grave accident d'une centrale nucléaire, sans que cela n'empêche de dormir les responsables du PLR, de l'UDC et du Département fédéral de la défense.

À nos yeux, d'autres dépenses sont prioritaires pour répondre

UNE NOUVELLE ARBALÈTE ?

Le Conseil fédéral a continué sa séance de shopping outre-Atlantique en ajoutant dans son panier une poignée de missiles de défense sol-air de type Patriot. Pas d'action sur ces engins, le prix plein tarif augmente l'addition de 3,6 milliards de francs.

Des missiles sol-air, pour quoi faire ? Se défendre contre les hordes de grêlons qui ont abîmé une partie du territoire ? Se protéger contre les pluies diluviennes ? Ou contre les vagues de chaleur incessantes ? Les coulées de boue et les inondations de plus en plus fréquentes doivent nous sensibiliser à toutes ces menaces brutales provenant du ciel. Ces missiles contribueront aussi sans doute à protéger nos pauvres compagnies d'assurance, qui croulent sous les demandes de réparations et de dédommagements.

La menace militaire justifiant plus sérieusement l'acquisition d'un nouveau système de défense anti-aérienne reste tout aussi mystérieuse. D'où partiraient les abominables missiles qui viseraient les bâtiments de l'Organisation mondiale du commerce ou des Nations-Unies ? La cible serait-elle l'un des fleurons de la finance ou du négoce des matières premières ? Pour l'instant, les réunions du World Economic Forum à Davos ont surtout été couvertes par de légers flocons et par quelques boules de neige lancées par des manifestant·e·s.

L'actuel système de défense ayant largement montré son inutilité (aucun missile n'a jamais été tiré, même par accident), son remplacement par un système encore plus performant, c'est-à-dire encore plus inutile, se justifie-t-il ? Cette dépense aux couleurs américaines ne mériterait-elle pas aussi un référendum pour provoquer un vote populaire ?

aux besoins sociaux (retraites, formation, santé). Les menaces climatiques ne sont pas spéculatives, elles sont réelles et déjà largement visibles. Tous les budgets militaires doivent être reconvertis pour financer la paix et la justice sociale. Une nouvelle votation sera aussi l'occasion de le rappeler.

José Sanchez

LA DROITE SE TAMPONNE DU BIEN COMMUN

Le Parti socialiste, les Vert.e.s et des syndicats ont lancé un référendum contre la suppression d'une partie de ce qu'il reste du droit de timbre, un impôt payé par les grandes entreprises.

Les droits de timbre ont été introduits en Suisse il y a plus de cent ans à la suite d'une votation. Ils sont au nombre de trois : celui de *négociation* (achat et vente de papiers-valeurs), celui sur les primes de certaines assurances et celui d'*émission* (d'actions ou de

parts sociales d'entreprises). C'est l'abolition de ce dernier qui est combattue par référendum, mais les partis bourgeois veulent tous les supprimer. Enfin, ce qu'il en reste, car depuis la fin du siècle dernier, ils ont subi de nombreuses réductions. Notons au passage que cette suppression faisait déjà partie de la Réforme de la fiscalité des entreprises III (RIE III), refusée par les citoyen·ne·s en 2017, et qu'elle était l'un des seuls éléments de ce projet à ne pas faire partie de la RFFA.

Actuellement, le droit de timbre d'émission sur le capital propre est de 1 %, taux qui, selon Hans-Rudolf Merz, ancien conseiller fédéral pourtant bien de droite, « est à peine sensible pour les personnes concernées » et rapporte pourtant autour de 250 millions de francs par an aux caisses de l'État. Sa suppression réduirait encore la participation des sociétés financières et des grandes entreprises à la collec-

tivité, elles qui ne paient ni impôt sur les gains en capital ni TVA sur les transactions financières. Sans parler des niches fiscales obtenues avec la RFFA. Inutile de préciser que cette perte pour l'État devra être compensée, soit par une augmentation des taxes pour les petits revenus, soit par une baisse des prestations sociales.

Austérité en vue

Si la suppression du droit de timbre s'inscrit dans le temps long de l'offensive néolibérale de la droite au profit de ses bailleurs de fonds – banques et grandes entreprises – elle semble tomber à un mauvais moment, la crise actuelle ayant démontré un peu plus clairement l'utilité de la dépense publique.

Pour faire face à la crise économique liée à la pandémie, la Suisse s'est endettée, certes pas à la hauteur des dégâts, mais le gouvernement a tout de même lâché plusieurs dizaines de milliards. C'est le cas de nombreux États de la planète. La bourgeoisie y a trouvé son intérêt. Elle commence désormais à mettre en place sa « stratégie du choc » : exiger le remboursement rapide de ces dettes pour imposer son modèle néolibéral dont les politiques d'austérité sont un pilier. La CDU/CSU allemande l'annonce par exemple clairement dans son programme pour les élections de septembre. Alors même que la sortie de la pandémie n'est pas en vue.

Si le référendum aboutit, une défaite dans les urnes permettrait à la droite de relancer sa politique : dérouler les nombreux projets de diminution de la fiscalité déjà sur la table et élaborer d'autres niches fiscales pour mettre le capital suisse à l'abri du projet de l'OCDE d'une taxation mondiale sur le bénéfice des entreprises. C'est tout l'enjeu de la récolte de signatures dans laquelle nous devrions nous engager.

Niels Wehrspann



En 2020, UBS a augmenté ses fonds propres de 5 milliards de dollars, opération soumise au droit de timbre. Contrairement au 1,3 milliard de dividendes payés aux actionnaires cette année-là.

MULTINATIONALES TAXÉES AU POIDS?

Lors de débats parlementaires en vue de ficeler la RIE III, plusieurs propositions de niches fiscales avaient été envisagées. Le Genevois Guillaume Barazzone, conseiller national PDC, avait demandé qu'on en examine une qui profiterait au transport maritime. L'obligé de Diego Aponte, PDG de MSC, deuxième armateur mondial,

proposait d'introduire dans le droit fiscal une « taxe au tonnage ». Celle-ci remplace l'imposition sur le bénéfice des sociétés maritimes par un calcul forfaitaire dégressif sur le volume de fret des navires, multiplié par le nombre de jours d'exploitation. Le montant obtenu est ensuite soumis au taux d'imposition ordinaire.

Cette proposition n'avait finalement pas été intégrée à la RIE III, mais, en février 2021, le Conseil fédéral a mis en consultation un projet de loi qui vise à adopter cette taxe au tonnage, en ajoutant la possibilité d'une diminution du forfait en fonction du niveau d'émissions des navires. Cette clause est du pur *greenwashing*, car les chiffres annoncés ne réduiront qu'à la marge les émissions d'une industrie extrêmement polluante.

Le but avoué de cette réforme est d'attirer des entreprises

étrangères. L'objectif est surtout d'ajouter une nouvelle niche fiscale pour les grandes entreprises. Si le Conseil fédéral ne s'embarrasse même pas de chiffrer les pertes fiscales potentielles, une enquête d'un consortium international de journalistes, citée par l'émission *Mise au point* de la RTS (11 avril 2021), a démontré qu'un bateau de croisière de MSC, soumis à la taxe au tonnage à l'étranger, a payé un impôt équivalent à seulement 0,08 % des bénéfices réalisés.

NW

LA DÉFENSE DE LA CULTURE AU TRIBUNAL

À la suite de la décision de fermer la Haute École de musique, une forte contestation s'est mise en place. Maintenant que l'institution est sauvée, c'est ses soutiens qui passent au tribunal.

Décembre 2017, le Conseil d'État décide de fermer l'antenne neuchâteloise de la Haute École de musique (HEM) pour des raisons financières. Grande émotion dans le canton, les forces les plus réactionnaires s'engouffrant dans le débat pour remettre en cause plus largement le soutien aux activités culturelles, y compris les musées. Solidarités s'est alors engagé dans une campagne à long terme avec un flyer, un site internet (objectif-culture.ch) et des affiches. Finalement la

HEM a été sauvée par décision du Grand Conseil.

La police de la ville de Neuchâtel n'a pas aimé nos affiches. Elle nous a infligé une amende que nous avons contestée et, le 5 juillet 2021, nous avons été convoqué-e-s devant le tribunal. L'audience a tourné autour de deux questions :

→ La notion de « sauvage » dans le règlement communal. En démocratie, l'affichage ne doit pas être le monopole de l'argent. Toutes les opinions et idées doivent

trouver un espace pour s'exprimer sans être qualifiées immédiatement de sauvages. Il en va de la civilité urbaine que les autorités feraient bien d'introduire dans la « culture d'entreprise » de la police.

→ Il existe en ville de Neuchâtel quelques « colonnes » à disposition des institutions culturelles pour annoncer spectacles et expositions. La juge a tort de nous reprocher de ne pas avoir utilisé « des emplacements destinés

à l'affichage libre ». Ces espaces – trop peu nombreux – sont dédiés à la culture, non aux partis politiques. La ville devrait mettre davantage de panneaux de libre affichage à disposition, mieux en assurer l'entretien et en contrôler l'utilisation.

La juge n'est pas entrée dans cette discussion et s'est contentée de constater qu'il y a eu violation du règlement communal. Elle a renoncé à infliger une peine, par contre, les frais de justice ont été mis à la charge du prévenu (nous !) et se montent à 582 francs. Une cagnotte solidaire aidera à les couvrir.

Quant à notre campagne, elle continue : culture et formation ne sont pas un luxe de haute conjoncture, c'est une nécessité impérieuse de nos temps de crises multiples.

Pierre Laficheur



Rassemblement devant Lidl, Lausanne, 26 juin 2021



HOMMAGE AU SYNDICALISTE ADIL BELAKHDIM

Le secteur de la logistique et du transport de marchandises est sorti gagnant de la crise du Covid-19 en Suisse et en Europe, alors qu'il était déjà lancé sur cette voie avant la pandémie. Dans ce secteur, les travailleurs-euses, dans les entrepôts et sur les routes, sont la variable d'ajustement de la machine à profits que représente ce secteur, en

Italie comme dans le reste du monde, y compris en Suisse.

Le 19 juin passé, Adil Belakhdim, syndicaliste au sein du syndicat combatif SI COBAS, coordonnait un piquet de grève devant un entrepôt Lidl à Biandrate, en Italie. C'est à ce moment qu'un chauffeur de camion sous-traitant du distributeur a forcé le barrage, tuant Adil. Ce meurtre d'un syndicaliste, qu'il soit dû à

la radicalisation antisyndicale du chauffeur ou à une pression immense mise par son patron, est l'expression ultime d'un antisyndicalisme violent dans une branche où le patronat souhaite continuer d'exploiter une main-d'œuvre principalement migrante.

C'est en hommage à Adil que Solidarités s'est rassemblé le 26 juin devant le Lidl de la rue St-Martin à Lausanne. À cette

occasion, sous une banderole et avec des pancartes, nous avons invité des syndicalistes de la branche à prononcer des discours qui font état d'une situation similaire en Suisse : sous-traitance généralisée, heures supplémentaires impayées, climat de répression syndicale, géolocalisation permanente ou encore enchaînement de journées allant jusqu'à 16 heures d'affilée, pour ne citer qu'une poignée des conditions déplorables vécues dans ce secteur.

Mobilisons-nous en faveur des travailleurs-euses de la logistique. C'était le combat d'Adil. Poursuivons sa lutte contre cette exploitation honteuse !

pvo

ALLIANCE DES DROITES AU GRAND CONSEIL SUR LE DOS DES ÉTRANGERS·ÈRES ET DU LOGEMENT SOCIAL

Vendredi 2 juin 2021, un accord a été passé entre les droites, du MCG (qui défend le logement social pour les Genevois·es uniquement) au PDC (qui défend la propriété par étage), pour faire accepter au Grand Conseil la loi 12752, qui impose quatre années de résidence dans le canton avant de pouvoir accéder au logement subventionné.

Lors de l'examen de ce projet MCG par la commission du logement, le PDC s'était allié à la gauche pour le rejeter. Mais la réalpolitik a gagné et le PDC s'est rendu compte en cours de route que son objectif de favoriser la propriété par étage s'accordait parfaitement à une restriction d'accès au logement social pour les étrangers·ères.

Les auditions de l'Hospice général et de l'Office du logement avaient mis en évidence les difficultés très importantes auxquelles l'adoption de ce projet de loi mènerait : les personnes étrangères précaires sont dans l'incapacité d'accéder au logement sur le marché libre, en raison parfois de leur revenu trop faible, parfois d'une poursuite. Actuellement, leur seule option est d'attendre deux ans dans des foyers d'hébergement d'urgence.

Engorgement des foyers d'urgence

Les représentantes de l'Hospice général et de l'Office du logement étaient unanimes à rejeter ce projet. Pour l'Office du logement, « l'adoption du projet aurait pour conséquence un engorgement des dispositifs situés en amont du logement subventionné, soit les foyers et les hôtels, qui représentent des coûts très importants pour l'État. De plus, le logement est la première mesure de l'insertion sociale; dès lors, en retardant l'accès aux logements sociaux la précarité croîtrait. Aujourd'hui, il y a 7300 demandes en attente, et le temps d'attente moyen

pour un logement auprès des fondations immobilières de droit public est de trois ans.»

Pour l'Hospice général, « s'agissant des migrants, 40 % des personnes hébergées dans les centres n'auraient plus accès aux logements et donc resteraient en tout cas trois ans de plus dans le dispositif. Ainsi, le projet de loi risque de fortement engorger les centres de l'Hospice général et dans une moindre mesure les hôtels dans lesquels sont hébergés les bénéficiaires de l'aide sociale. 15 % de ces personnes devraient attendre trois ans de plus avant de quitter l'hôtel. Selon les estimations cela représenterait un coût de trois millions de francs par année. De manière générale, un durcissement des conditions d'accès aux logements sociaux aurait

pour effet un engorgement des logements-relais, et un maintien des bénéficiaires dans la précarité du logement, ce qui, à son tour, diminue les chances d'intégration sociale des personnes concernées.»

Il n'est pas compliqué de comprendre pourquoi le MCG, champion de la préférence cantonale, a déposé ce projet. Il est plus complexe de comprendre pourquoi le PDC a pu le soutenir. Voici la réponse : le PDC veut atténuer l'impression d'urgence sociale en matière de logement. De fait, il n'existe pas d'indicateur du mal-logement à Genève et c'est la liste d'attente des fondations immobilières de droit public qui permet d'appréhender l'ampleur du problème. Si le chiffre est élevé, cela rappelle que la construction de lo-

gements sociaux est indispensable. En limitant le nombre d'inscriptions sur la liste d'attente, on réduit l'impression de mal-logement.

Priver les familles précaires d'un logement social

Impossible de ne pas faire le lien avec le PL 12934 dit « paix des braves », dans lequel le PDC, suivi par le PLR et l'UDC, propose de réduire le nombre de logements sociaux au dans le développement du futur quartier Praille-Acacias-Vernets. Or il est évident que le nombre de personnes sur liste d'attente pour du logement social est un argument fort contre cette réduction. Conclusion : le PDC est prêt à priver des familles précaires d'un logement social, pour pouvoir construire plus de propriétés par étage. Le masque est tombé.

Avant même le vote final, des contacts ont été pris avec le PS, les Vert·es, l'ASLOCA et divers mouvements de locataires et de défense des mal, ou pas, logé·es, pour organiser un front référendaire commun.

Pour rappel, l'art. 67 de la Constitution genevoise prévoit un référendum simplifié, avec 500 signatures, contre toute modification de la législation sur le logement. La récolte des signatures ne sera donc pas un problème, mais il faudra faire preuve de pédagogie et expliquer au corps électoral que cette réforme, dirigée contre les étrangers·ères, est préjudiciable à tou·te·s les locataires. Alors que les opportunités de construction seront bientôt épuisées, les seules options politiques pour la gauche sont de contrôler les loyers pour éviter la spéculation et de garantir le taux le plus élevé possible de logements sociaux lors des nouvelles constructions.

Pierre Bayenet

40% des personnes migrantes hébergées dans les centres n'auraient plus accès au logement conventionnel (inauguration du centre d'hébergement de Rigot, 2019).



LIVRES EN LUTTE POUR L'ÉTÉ

L'ESPACE DU CONTINUUM COLONIAL FRANÇAIS¹

Dans cet ouvrage paru aux éditions des Premiers matins de novembre (en référence aux débuts de la révolution algérienne), Léopold Lambert analyse la manière dont l'État d'urgence a été mobilisé par l'État colonial français pour réprimer aussi bien la Révolution algérienne (1954-1962) et l'insurrection indépendantiste au Kanaky (1984-1988), que le soulèvement des habitant·e·s des quartiers populaires français en 2005. Pour cet architecte, fondateur et rédacteur en chef de la revue *The Funambulist*, ces trois « espaces-temps » peuvent être compris au sein d'un même espace conceptuel, celui du continuum colonial français.

Ainsi, écrit-il, il s'agit de comparer « (l'instrumentalisation) de l'espace par la puissance coloniale dans différentes géographies à différents moments historiques ». Loin d'aplatir la spécificité de ces espaces et des luttes qui les animent, il s'agit ici de montrer la manière dont ils s'inscrivent au sein d'un même espace de déshumanisation et de répression coloniale. Cette approche conceptuelle délivre alors sa dimension politique : rapprocher – et par là construire des solidarités – entre des contestations que le pouvoir colonial s'attache à séparer. AE

UNE FEMME DE CHAMBRE ROMANDE AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE²

Née à Cheyres en 1907, Madeleine Lamouille a travaillé de 1929 à 1937 comme femme de chambre dans des familles bourgeoises romandes. Dans les années 1970, elle se raconte à l'écrivain Luc Weibel, le petit-fils d'une famille genevoise pour laquelle elle a travaillé. De ces conversations naît le livre *Pipes de terre et pipes de porcelaine*, publié en 1978 et réédité en 2021 avec une préface de Michelle Perrot. Les temps de l'enfance, la faim au ventre, dans les années 1900, puis l'adolescence dans une « manufacture-internat » ; l'engagement, surtout, comme femme de chambre dans une famille de l'aristocratie vaudoise, puis dans une maison bourgeoise de Genève.

À la campagne comme à la ville, bonnes et cuisinières sont des « pipes de terre » quand leurs maîtres seraient de « porcelaine ». Mais si Madeleine Lamouille connaît sa place auprès de « Monsieur » et de « Madame », elle sait se faire entendre pour obtenir un minimum de considération. Presque un siècle après, ce récit révoltant d'actualité esquisse une des facettes de l'exploitation domestique.

Note de l'éditrice adaptée par la rédaction

ARMEZ-VOUS JUSQU'AUX DENTS³

Après avoir enquêté aux côtés de Julien Brygo sur l'utilité et la nuisance sociale des « boulots de merde », Olivier Cyran s'attaque cette fois-ci à nos dents, ou plus exactement au système qui veut leur faire la peau, en particulier si on a le malheur d'appartenir aux classes les plus précaires. En mêlant témoignages, informations historiques et reportage social, avec la pointe d'humour et la richesse des chiffres et des données qui le caractérisent, Olivier Cyran propose un ouvrage destiné à « chatouiller les dents et ceux qui font leur beurre avec ».

Il montre en effet que les dents sont un enjeu politique, qu'il faut de tout urgence aborder sous l'angle éminemment social et structurel, plutôt que par la prévention et la culpabilisation individuelles comme c'est le cas depuis des années. Si l'analyse concerne principalement le système de santé français, ses conclusions et des propositions pour « reconquérir notre pouvoir de mordre » s'appliquent néanmoins à nous toutes et tous. GK

ABOLIR LE SYSTÈME PÉNAL⁴

Gwénola Ricordeau présente ici les textes de trois auteurs·rices centraux·ales de la pre-

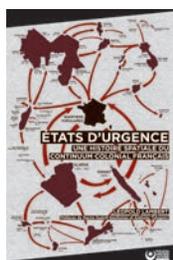
mière vague de l'abolitionnisme pénal : les criminologues critiques Nils Christie et Louk Hulsman, et la militante Ruth Morris. Plus précisément, il s'agit de leur première traduction française, que l'autrice introduit et discute.

À l'heure où les mobilisations antiracistes ont actualisé la proposition d'abolition de la police et où les mouvements anticarcéraux se reconstruisent, la parution de cet ouvrage est bienvenue, en ce qu'il permet d'élargir nos réflexions théoriques et politiques. Les abolitionnistes ne s'opposent ainsi pas uniquement à la police et à la prison, mais au système pénal dans son ensemble, défini comme « les institutions (forces de police, tribunaux et prisons) chargées de sanctionner ce que le droit (pénal) qualifie d'infractions » (contraventions, délits, et crimes). Contre cette institution répressive, qui vise essentiellement les fractions précarisées et non blanches des classes populaires, il s'agit de repenser la manière dont nos sociétés gèrent les violences et les conflits. AE

TROIS FABLES D'ANIMAUX INHUMANES⁵

Ce court livre est composé de trois récits de faits réels. Dans le premier, un petit chien vivant est soumis à une expérience « scientifique » devant les étudiants hilares d'une université londonienne au début du 20^e siècle. Grâce à deux femmes présentes, le petit chien ne sera pas oublié comme tant d'autres et une statue sera érigée à sa mémoire. Statue que le même camp politique qui se scandalise aujourd'hui du retrait de statues d'hommes dont les actions représentent un crachat sur les opprimé·e·s s'empressera d'abattre.

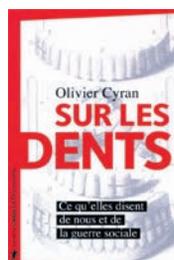
Ensuite, l'enlèvement d'un bébé macaque rendu aveugle dans un laboratoire de recherche californien par le Front de



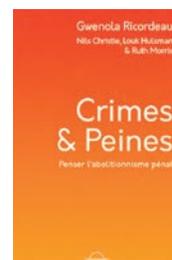
1 Léopold Lambert, *États d'urgence. Une histoire spatiale du continuum colonial français*, Premiers matins de novembre, Toulouse, 2021



2 Madeleine Lamouille, *Pipes de terre et pipes de porcelaine. Souvenirs d'une femme de chambre en Suisse romande 1920-1940*, Éditions Zoé, Genève, [1978] 2021.



3 Olivier Cyran, *Sur les dents. Ce qu'elles disent de nous et de la guerre sociale*, Éditions La Découverte, Paris, 2021.



4 Gwénola Ricordeau avec Nils Christie, Louk Hulsman et Ruth Morris, *Crimes et Peines. Penser l'abolitionnisme pénal*, Grevis, Caen, 2021.



Mao Zedong et Lin Biao au milieu de gardes rouges, 1966

libération animale en 1985, qui interroge sur l'utilisation de la violence. Enfin, l'évasion d'une vache d'une bétailière à Charleville-Mézières en 2014 montre l'hypocrisie de notre société face à l'abattage de masse.

Dans un style ample qui laisse poindre une certaine opiniâtreté, les sorts de ces trois animaux non humains deviennent des fables sur le rapport de nos sociétés capitalistes à la nature. nw

LA RÉVOLUTION CULTURELLE DE L'INTÉRIEUR⁶

Attirée par la révolution culturelle maoïste, Annette Wiewiorka va avoir un privilège rare, celui de vivre ce mouvement directement en Chine.

Engagée comme institutrice, elle va partir avec son mari et son fils en 1974 pour travailler à Canton

dans un institut. Sur place, elle va rapidement déchanter. Les « *soldats de Mao* » s'aperçoivent, dans leur vie quotidienne et durant les visites guidées, que la réalité ne correspond pas à la situation décrite par la propagande officielle.

Écrit 50 ans après son expérience, son témoignage est plus un cri du cœur qu'une analyse politique. Pour une partie de la jeunesse révoltée des années 60, le modèle chinois semblait la voie à suivre, aveuglément. Le retour à la réalité fut aussi brutal que le régime.

Durant son dernier voyage en Chine en mars 2019, le campus où elle avait vécu était devenu méconnaissable. Bâtiments et bibliothèques modernes, étudiant·e·s élégamment vêtu·e·s, l'exact opposé du modèle maoïste. Roman noir des années rouges, ce récit représente une variante des « illusions perdues ». js

LA FILLE DE MARX ET LA COMMUNE⁷

Les auteurs de ce livre ont fait la découverte du journal de Jenny, la fille de Karl Marx, qui retrace un voyage qu'elle fait avec son père du 3 au 20 avril 1871 au cœur de la capitale française. C'est en effet durant les événements de la Commune de Paris que le révolutionnaire et sa fille traversent la Manche pour aller à la rencontre des principaux protagonistes de cette grande révolution.

Jenny y raconte les rencontres avec des communard·e·s et les intenses discussions entre Karl et ses ami·e·s français·es. Elle relate non seulement les arguments échangés, mais fait également une description des différent·e·s acteurs·trices, de leur apparence ou encore de leur caractère. La fille aînée de Karl Marx nous fait découvrir un homme – son père – plus intéressé à apprendre des événements de la Commune qu'à donner des leçons.

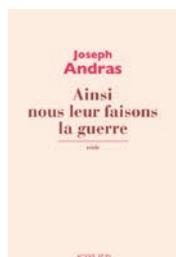
Bien que nous aimerions que les faits relatés, et ce journal, aient vraiment existé, il ne s'agit que d'une œuvre de « politique-fiction ». Mais si ces rencontres entre Karl Marx, sa fille et certain·e·s protagonistes dans le Paris insurgé sont imaginaires, parfois anachroniques, elles permettent de présenter les idées, les doctrines de ce temps et de les analyser. jt

DES VIEUX CLASSIQUES POUR PENSER L'ACTUALITÉ⁸

Nous devons nous réjouir de l'initiative de la librairie La Brèche de commencer à rééditer de vieux classiques, hier encore introuvables, ou d'éditer des documents inédits. C'est le cas de ce petit livre d'Ernest Mandel sur la révolution allemande. Ce livre recueille trois conférences données par l'auteur en 1976 devant les cadres de la Ligue Communiste Révolutionnaire française.

Avec un langage plein d'intonations, ces trois conférences sont un récit passionnant dans lequel Mandel va à l'essentiel. On sent la volonté de transmettre cette expérience unique du mouvement ouvrier européen aux nouvelles générations. Au fil des pages, Mandel aborde les événements et ses protagonistes, leurs choix politiques et leurs conséquences, ainsi que les points forts de ces choix. Il fait aussi une analyse détaillée des rapports de force en jeu, ainsi que des structures d'organisation dont se dote la classe ouvrière, comme les conseils ouvriers qui sont un élément clé dans la révolution allemande comme forme d'organisation et de contre-pouvoir face à l'État bourgeois.

Tous ces éléments font de ce livre une lecture incontournable pour toute organisation anticapitaliste militante désireuse de renverser le système actuel. jt



5 Joseph Andras, *Ainsi nous leur faisons la guerre*, Actes Sud, Arles, 2021.



6 Annette Wiewiorka, *Mes années chinoises*, Éditions Stock, Paris, 2021.



7 Michael Löwy, Olivier Besancenot, *Marx à Paris. Le cahier Bleu de Jenny*, Éditions Manifeste, Paris, 2021.



8 Ernest Mandel, *La révolution allemande. Trois conférences*, Éditions La Brèche, Paris, 2021.



Peg Hunter

Manifestation en souvenir de Berta Cáceres, Tegucigalpa, mars 2019

International Écologie Honduras

UN ACTE DE JUSTICE POSTHUME POUR BERTA CÁCERES

De la Sibérie à la Californie, les records de température ont à nouveau été battus cet été, et les incendies forestiers et les sécheresses s'étendent. Mais les personnes qui luttent pour sauver la planète affrontent des menaces, de l'intimidation à l'emprisonnement ou à la mort, dans le cas de la militante indigène Berta Cáceres.

Au Honduras, Berta Cáceres avait dirigé la campagne du peuple indigène Lenca contre la construction d'un barrage hydroélectrique sur le rio Gualcarque (ce dernier possède un caractère sacré pour la communauté Lenca). Le 2 mars 2016, cette activiste a été assassinée à son domicile. Ses sept meurtriers ont été condamnés, mais le commanditaire était resté impuni. Le 5 juillet 2021, la Cour suprême du Honduras a déclaré Roberto David Castillo, président de l'entreprise hydroélectrique Desarrollos Energéticos SA (DESA), coupable d'avoir ordonné l'assassinat de Berta Cáceres. L'ex-dirigeant de DESA, diplômé en 2004 de l'académie militaire étatsunienne de

West Point, a aussi été officier de renseignement des forces armées honduriennes. La sentence ne ressuscitera pas Berta Cáceres, mais elle pourrait dissuader d'attaques similaires et sauver des vies.

Colonie de fait

Longtemps, le Honduras est resté de fait une colonie des États-Unis, auxquels il a fourni des bananes, du café et des minerais produits par une main-d'œuvre bon marché. Il était aussi une base opérationnelle de l'armée étatsunienne et de la CIA, depuis le renversement en 1954 du président démocratiquement élu du Guatemala Jacobo Arbenz jusqu'à l'appui aux contre-révolutionnaires nicaraguayens, dans les années 1980,

quand les États-Unis voulaient renverser le gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Après avoir gagné les élections en 2006, l'ex-président Manuel Zelaya a impulsé des politiques populaires et progressistes, comme l'augmentation du salaire minimum, avant d'être renversé, le 28 juin 2009, par un coup d'État. Depuis, le Honduras a été gouverné par des présidents de droite, corrompus, appuyés par les États-Unis.

Le pays a néanmoins vu croître un mouvement de résistance populaire, dirigé par les travailleurs-euses et les communautés indigènes. Berta Cáceres a ainsi co-fondé le Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) en

1993. En 2006, la dirigeante indigène a commencé à organiser la résistance contre le projet hydroélectrique du barrage Agua Zarca. Cette mobilisation a entraîné le retrait de l'entreprise Sinohydro, le plus grand constructeur mondial de barrage et principal associé de DESA. En récompense pour la lutte qu'elle avait dirigée, Berta Cáceres a reçu le prestigieux prix de l'environnement Goldman en 2015. Moins d'un an plus tard, elle était assassinée. Après l'assassinat de la militante, les associés financiers internationaux de DESA se sont retirés du projet.

« Berta Cáceres a critiqué à maintes reprises les actions de Hillary Clinton et du gouvernement Obama », a déclaré à *Democracy Now!* Suyapa Portillo, professeure hondurienne associée à l'Université de Pitzer (Claremont, Californie). « Elle disait que le Honduras est un laboratoire pour les projets des États-Unis dans d'autres pays, pas seulement en Amérique latine ». Alors secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton a ainsi appuyé le renversement de Zelaya, sans l'appeler publiquement un coup d'État. À la même époque, Joe Biden (alors vice-président) a rencontré en 2012 le premier président putschiste Porfirio Lobo et a réaffirmé « le lien long et étroit » entre les deux pays. Lors de ce voyage, Biden était accompagné par son conseiller Tony Blinken, aujourd'hui secrétaire d'État des États-Unis.

Longue liste d'assassinats

Dans son récent rapport annuel sur les attaques contre les défenseurs-euses de la terre et de l'eau, Global Witness (groupe de défense de l'environnement et des droits humains) a relevé qu'en 2019 ce sont au moins 212 activistes qui ont été assassiné-e-s à l'échelle mondiale. Ce rapport conclut aussi que l'intensification de la crise du changement climatique s'accompagnera de davantage d'attaques contre les défenseurs-euses de l'environnement. Dans la liste des pays comptant la plus grande quantité d'activistes assassiné-e-s, le Honduras occupe la 5^e place.

Le coût pour défendre la vie ne devrait pas être la mort. Lorsque s'intensifie l'urgence climatique, nous avons le devoir de protéger les défenseurs-euses de l'eau et de la terre qui sont, comme Berta Cáceres, en première ligne de la lutte.

Amy Goodman animatrice de *Democracy Now!*, journal international émis quotidiennement sur plus de 800 émissions de radio et de télévision en anglais et plus de 450 en castillan. Adaptation : Hans-Peter Renk

L'IMPÉRIALISME SUISSE EN AFRIQUE MODULÉ PAR LE COVID

Le dernier rapport du Swiss-African Business Circle présente la nature des relations commerciales entre la Suisse et les États africains. Il témoigne d'un impérialisme suisse puissant, quoique légèrement impacté par le Covid-19.

Financé notamment par Novartis, MSC, ou Glencore, le but de ce rapport est clair : montrer que « *le continent restera une destination commerciale attrayante pour les entreprises suisses* » (toutes les citations sont des traductions de l'autrice). Il contient plusieurs statistiques sur différents aspects des relations commerciales entre la Suisse et les pays africains. On peut

également y trouver quelques articles « d'invités », comme celui de Glencore intitulé « L'exploitation minière responsable en RDC » ou celui de Novartis qui se demande si « *les partenariats [ndlr : publics-privés] (constituent) la solution pour renforcer les systèmes de santé en Afrique* ».

Pour qui arrive à passer outre le cynisme crasse de la bourgeoi-

sie suisse, cette brochure présente des données intéressantes, produites notamment par l'Administration fédérale des douanes, la Banque nationale suisse, KPMG, IBM et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. On y apprend notamment qu'en 2020, 73 % des échanges commerciaux entre la Suisse et le continent africain n'ont concerné que six pays : l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. Leur montant total s'élève à 17,2 milliards de francs.

L'or et l'industrie pharmaceutique au centre

Selon le rapport, le volume total d'importations, excepté l'or, a baissé de 17,2 %. Si l'on y inclut les importations de ce matériau, il est alors positif puisqu'il a augmenté de 10,4 % ! Cette période a donc été marquée par une hausse phé-

noménale de l'importation d'or en Suisse, pourtant peu discutée par la brochure. Cette position centrale confirme en outre l'importance de la Suisse pour le trading international. Parmi les autres biens importés, on trouve le pétrole (33,8 % des importations, or excepté), les textiles (14,8 %), et des produits agricoles, principalement du café et du cacao (aussi 14,8 %).

Pour cette même période, le rapport enregistre une baisse des exportations d'environ 9,5 %, attribuée à la crise sanitaire. Celles-ci sont constituées presque pour moitié de biens pharmaceutiques (47,5 %), suivies notamment par les produits développés par l'industrie chimique (4,7 %), par le tabac (4,7 %) et les montres (3,5 %). La pandémie n'aura donc pas bouleversé le rapport de sujétion économique des États africains vis-à-vis des milieux industriels suisses.

Anouk Essayad



Rassemblement de protestation contre l'assassinat de la militante Deniz Poyraz, Izmir, 1^{er} juillet 2021

par la police, les féminicides continuent. Parallèlement, le gouvernement a annulé la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (voir *solidarités* n° 386).

Les intimidations et les violences d'Ankara et de ses alliés ont également lieu contre des activistes et des journalistes exilé-e-s qui ont fui la répression du gouvernement turc. Erk Acarer, journaliste d'investigation turc écrivant notamment pour le quotidien de gauche basé à Istanbul *BirGün*, a été agressé à l'arme blanche début juillet dans la cour de son immeuble à Berlin.

Mafia et pouvoir

La Turquie est également secouée depuis le mois de mai par les révélations sur les réseaux sociaux du chef mafieux ultranationaliste Sedat Peker, en cavale aux Émirats arabes unis. Celles-ci sont extrêmement compromettantes pour le régime turc. Peker a dévoilé le niveau d'interpénétration de l'AKP avec le crime organisé. La corruption atteint des niveaux sans précédent : il y a quelques mois, la presse a révélé la disparition de 128 milliards de dollars de la Banque centrale.

Entre autoritarisme et corruption, Erdogan et son parti de l'AKP tentent de rester au pouvoir par tous les moyens à leur disposition.

Joseph Daher

RÉPRESSION ET AUTORITARISME CONTINUENT

La fuite en avant autoritaire du gouvernement turc de l'AKP, allié au Parti d'action nationaliste (MHP, parti fasciste), ne s'arrête plus.

Après un premier refus en mars 2021 pour des questions de procédure, la Cour constitutionnelle a finalement accepté fin juin dernier l'acte d'accusation visant l'interdiction du HDP (Parti démocratique des peuples). Le procureur a argué qu'il existait des liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe

qualifié de « terroriste » par Ankara. L'acte d'accusation demande également une peine d'inéligibilité envers 450 dirigeant-e-s et militant-e-s du HDP.

Cette décision est intervenue quelques jours après le meurtre d'une militante kurde du HDP, Deniz Poyraz, par un militant d'extrême droite dans les locaux du HDP à Izmir, le 18 juin 2021.

L'assassin, Onur Gencer, a pu entrer dans le bâtiment, devant lequel est installé un point de contrôle permanent de policiers, sans être intercepté.

La répression continue également de toucher des étudiant-e-s, des femmes ou des personnes LG-BTIQ+. Tandis que les événements organisés à l'occasion de la Pride ont été très violemment réprimés

LUTTER POUR L'INDÉPENDANCE, LUTTER POUR SES RESSOURCES

En décembre prochain aura lieu le dernier référendum pour l'indépendance de Kanaky, territoire français dans le Pacifique Sud. Entretien avec Mina Kherfi, représentante de l'Union syndicale des travailleurs kanaks et exploités (USKTE) en France.

Où en est la lutte pour l'indépendance de Kanaky aujourd'hui ?

En 2020 en Kanaky, la lutte s'est fortement concentrée sur la mobilisation de tout le mouvement indépendantiste uni, sous la bannière « Usine du Sud = Usine Pays », opposée à la vente de l'usine du sud de nickel, détenue par la multinationale brésilienne Vale, à de nou-

veaux prédateurs financiers, dont le groupe genevois Trafigura. Il s'agissait d'un combat pour la récupération des ressources minières et aussi pour l'obtention des garanties pour l'environnement. Les indépendantistes dénonçaient le pillage des ressources par les multinationales, tandis que l'État fait tout pour que l'usine du sud re-

vienne sous son contrôle et celui des intérêts européens. Le combat a été rude : grèves, barrages, affrontements avec les forces de l'ordre, puis des arrestations et des licenciements. Aujourd'hui encore, des leaders indépendantistes sont mis-es en examen pour association de malfaiteurs.

Et au niveau politique ? Au niveau politique, après une crise institutionnelle de 5 mois, Louis Mapou, indépendantiste du Front de libération kanak et socialiste (FLNKS) vient d'être élu à 6 voix contre 5 à la présidence du gouvernement, tandis qu'il n'y avait pas eu d'indépendantiste à la tête du gouvernement depuis près de 40 ans. Sa tâche va être très difficile, car le dernier référendum au sujet de l'indépendance va avoir lieu dans quelques mois, le 12 décembre 2021. La date a été imposée unilatéralement et brutalement par le gouvernement français lors d'une réunion à Paris des élu-e-s calédonien-ne-s.

Les indépendantistes s'attendaient à ce que cette dernière consultation ait lieu en 2022, après les élections présidentielles, ce qui aurait laissé le temps de vérifier les listes électorales, d'organiser une campagne sereinement, etc.

Quel rôle joue le nickel kanak dans la lutte pour l'indépendance ? La filière du nickel est la ressource principale du territoire, qui détient près d'un quart des ressources mondiales. Pour les indépendantistes, la maîtrise de ces ressources énergétiques, de leur exploitation et de leur exportation est un enjeu central. Le nickel est un métal indispensable pour l'inox, les batteries, les éoliennes, les smartphones, etc. Donc cela attire les convoitises !

La lutte pour l'indépendance est indissociable de la lutte pour la souveraineté économique. L'État intervient énormément dans la ressource nickel et n'est pas prêt à lâcher un tel trésor. Il est présent financièrement, par la défiscalisation des usines du sud et du nord. Dans celle du sud, il a réinjecté 500 millions d'euros et garantit des prêts pour des mises aux normes environnementales. Il est aussi actionnaire du groupe français Eramet, qui possède la deuxième usine de l'île, la Société Le Nickel. En cas d'indépendance, l'avenir des entreprises exploitant le nickel en Nouvelle-Calédonie dépendra de la réglementation qui sera mise en vigueur, soit protectionniste, soit ouverte.

Comment soutenir au mieux les luttes kanaks depuis la Suisse ?

Depuis les années 2008, nous avons mis en place un collectif Solidarité Kanaky en France, afin d'appuyer les luttes du peuple kanak ; notamment, les mouvements associatifs, syndicaux ou politiques qui agissent pour le droit à l'autodétermination et l'indépendance de Kanaky. Nous combattons le colonialisme. Notre objectif est de faire connaître et de comprendre la situation coloniale qui est celle de Kanaky, d'informer sur les luttes menées sur place, de soutenir les mouvements indépendantistes kanaks. Cette action s'inscrit dans le cadre d'une lutte internationaliste et anticolonialiste globale.

Depuis septembre 2021, le collectif Solidarité Kanaky (dont font partie plusieurs partis et syndicats français) a décidé d'organiser des réunions publiques pour informer de la situation politique et sociale en Kanaky et sensibiliser la population à la question de l'indépendance. Des rencontres-échanges pourraient, par exemple, être organisées avec des réseaux anticolonialistes suisses pour informer la population sur la situation en Kanaky.

C'est aussi important de dénoncer les intérêts des multinationales suisses en Kanaky et leur complicité avec l'État colonial français. Malgré la forte mobilisation kanak contre la vente de l'usine du sud, Trafigura, une société suisse, a persisté dans l'achat de ses parts. Les Kanaks n'ont cessé de se battre contre la prédation de leurs ressources par cette société. En Suisse, il faut faire entendre leurs revendications et dénoncer sans relâche les activités indécentes de cette entreprise.

Propos recueillis par Gabriella Lima

Barrage routier dans le cadre des mobilisations contre la vente de la mine sud à Trafigura, décembre 2020



L'URGENCE DU «FORA BOLSONARO» ET D'UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

À l'heure où nous écrivons cet article, la pandémie a enlevé plus d'un demi-million de vies au Brésil. Un génocide selon les centaines de milliers de Brésilien-ne-x-s qui sortent dans les rues pour réclamer la fin du gouvernement négationniste de Bolsonaro.

Les nombreux décès ne sont pas les seules séquelles de la gestion catastrophique de Bolsonaro : le taux de chômage bat des records et pousse de milliers de Brésilien-ne-x-s dans la misère, les interventions policières dans les bidonvilles se font de plus en plus nombreuses et meurtrières, les attaques contre les populations indigènes sont toujours plus violentes. Malgré la crise sociale, politique et économique, Bolsonaro avance son agenda néolibéral à coups de privatisations pour s'assurer du soutien de la bourgeoisie, alors que c'est dans les services publics que des investissements massifs sont cruciaux.

Un ras-le-bol qui s'exprime dans les rues et les parlements

Les centrales syndicales, les partis de gauche et les mouvements sociaux ont pris la rue autour du mot d'ordre « *Du pain, des vaccins et de l'éducation : Bolsonaro dehors !* ». Sortir Bolsonaro avant les élections d'octobre 2022 est devenu une question de vie ou de mort.

Les quelque 800 000 manifestant-e-x-s qui se mobilisent toutes les 3-4 semaines au péril de leur vie témoignent de la réussite du front de gauche, mais aussi de l'affaiblissement du bolsonarisme comme projet politique. L'ampleur de la crise politique est telle que même des personnalités de droite et d'extrême droite se rendent aux manifestations et ont même signé une demande d'*impeachment* avec les partis de gauche. Cela s'explique en partie par l'ouverture d'une commission d'enquête sur les irrégularités dans la gestion de la pandémie par le président, qui a révélé une affaire de corruption présumée liée à l'achat du vaccin



Mídia Ninja

Manifestation nationale anti-Bolsonaro #29M, São Paulo, 29 mai 2021

Covaxin. C'est maintenant au mouvement *Fora Bolsonaro* de se saisir de cette situation pour s'élargir et augmenter la pression sur tous les terrains.

Lutter pour un gouvernement de gauche en 2022

Il ne fait pas de doute que, sans Lula, il y a peu de chances de dégager Bolsonaro avant 2022. Or, celui-ci reste le grand absent des mobilisations. Il sait que lui seul peut battre Bolsonaro, et en profite pour mener des

discussions avec la droite et les représentant-e-s des marchés financiers en vue des présidentielles. Pour le moment, il n'y a aucun-e-x concurrent-e-x sérieux-se à droite. Les derniers sondages montrent un Bolsonaro rejeté à 62,5 % et un Lula victorieux dès le premier tour. Dans ce contexte, Lula peut se permettre de laisser planer le doute d'une éventuelle alliance avec la gauche ou avec la droite en 2022.

Le retour du métallurgiste sur la scène politique a complètement changé le rapport de forces car il

oblige la gauche à repenser sa tactique électorale pour 2022. Dans la situation actuelle, si un gouvernement de gauche est possible, il faut lutter pour l'obtenir. Mais si la gauche combattive ne peut pas faire sans le Parti des travailleurs (PT), elle ne doit pas rester acritique vis-à-vis de ses gouvernements, et encore moins faire des concessions sur le programme à défendre pour les élections.

Une candidature unique réunissant tous les secteurs de la gauche et progressistes (PT, PSOL, PCB, PCdoB, PSTU, UP) est nécessaire, mais elle doit défendre un programme de réformes radicales, sans aucune alliance avec la droite. Ce programme devrait notamment comprendre la révocation des contre-réformes du travail, des retraites, la fin du gel des dépenses de l'État instauré sous Temer et l'abandon des privatisations des entreprises étatiques. Ces questions sont encore en discussion et méritent que l'on s'y attarde prochainement. Dans l'immédiat, les priorités de la gauche doivent être de préserver la dynamique unitaire autour du mouvement *Fora Bolsonaro*, de le construire et de lutter pour les besoins immédiats des classes populaires : l'*impeachment*, le vaccin et la pérennisation du revenu de crise.

Le front unique électoral : un débat qui divise

L'option d'une candidature unique est défendue par une partie du Parti Socialisme et Liberté, mais elle est loin d'être partagée par tou-x-te-s. Deux autres orientations tactiques s'affrontent. D'un côté, il y a ceux et celles qui voudraient élargir encore le front électoral vers le centre-gauche. De l'autre, quelques courants minoritaires estiment que le PSOL doit présenter une candidature propre avec un programme anticapitaliste.

Cette position pose problème. En effet, une candidature indépendante aurait pour effet de diviser la gauche, dans un moment où la dynamique unitaire est une vraie réussite. Considérer que l'on peut se passer de cette unité c'est sous-estimer ① la capacité de Bolsonaro à se faire réélire, voire la possibilité qu'il tente un coup d'État en cas de défaite, ② la possible élection de Lula allié à la droite, ③ la capacité de la bourgeoisie à imposer une 3^e voie : ni Bolsonaro ni Lula. L'isolement de Bolsonaro ne signifie pas que l'on peut se permettre de faire cavalier seul. Face à une menace autoritaire, c'est uni-e-x-s, et sur tous les terrains qu'il faut lutter.

Gabriella Lima

SAMUEL LUIZ MUÑIZ, VICTIME D'UN ASSASSINAT HOMOPHOB

C'est avec une grande tristesse et indignation que nous avons appris le meurtre de Samuel, un jeune aide-infirmier de 24 ans, battu à mort en raison de son orientation sexuelle durant la nuit du 2 au 3 juillet à La Corogne.

Le jeune homme rentrait de boîte de nuit lorsqu'il est tombé sur ses agresseurs, un groupe d'une dizaine de personnes, qui l'ont roué de coups jusqu'à le tuer. Durant l'agression, des témoins ont

entendu des insultes homophobes. Dès lors, un mouvement de solidarité avec Samuel et de lutte pour le droit à la vie des personnes LGBTQI+ s'est formé dans l'État espagnol. Des manifestations ont eu lieu dans

plusieurs grandes villes comme Madrid, Barcelone ou La Corogne, où on pouvait lire et entendre des messages comme « *l'homophobie et le fascisme c'est la même chose* », « *ils sont en train de nous tuer* » ou en-

core « *« Tapette » ne devrait pas être la dernière chose que tu entends avant de mourir, Samuel* ».

Ces diverses manifestations ont parfois été durement réprimées par la police, blessant ou arrêtant des manifestant·e·x·s. Rappelons que la police madrilène a elle-même commis une agression homophobe le 3 juillet dernier.

Les manifestant·e·x·s soulignent également le rôle de l'État espagnol dans les LGBTQI+ phobies et les agressions subies par la communauté. En effet, l'État est en partie responsable, de par son inaction face à la propagation des discours et idées d'extrême droite et de par l'absence d'une véritable lutte contre les attaques LGBTQI+ phobes, racistes, sexistes ou fascistes. L'impunité dont jouissent les auteurs de ces crimes est inacceptable.

Alors qu'à l'échelle européenne les attaques contre la communauté LGBTQI+ se multiplient, la Suisse n'y échappe pas. Ce 28 juin, une agression homophobe à Martigny, en marge des célébrations de l'Euro, en est une démonstration. Nous ne pouvons pas nous satisfaire des discours progressistes des institutions. C'est pourquoi solidarités affirme son soutien à toute la communauté LGBTQI+ en lutte pour le droit d'exister et exige que justice soit faite.

Pour faire justice pour Samuel et tous·te·x·s les autres, c'est contre tout ce système qu'il faut lutter !

Communiqué de presse de solidarités



Bruno Thevenin

Manifestation pour réclamer la justice pour Samuel, Madrid, 5 juillet 2021

VOUS ÊTES PLUTÔT CASOAR À CASQUE OU HYÈNE TACHETÉE?

Le Musée d'histoire naturelle de Berne propose une exposition sur la diversité dans la/notre nature faisant rimer vulgarisation et sensibilisation.

Le débat sur les identités de genre a toujours été aux prises avec la question de la nature. Les tenant·e·s de la binarité et de l'hétérosexisme utilisent ainsi souvent l'argument naturel pour rejeter tous les autres comportements perçus alors comme déviants.

L'exposition du musée d'histoire naturelle les prend au mot pour montrer que, même du point de vue de la nature, binarité et hétérosexisme ne constituent en rien des normes absolues. Ainsi, certaines espèces exclusivement féminines se

reproduisent par parthogenèse (division à partir d'un gamète femelle non fécondé, donnant naissance à un clone génétique de la mère) comme les varans, les requins-marteaux ou encore les dindons, quand d'autres sont capables de changer de sexe, comme certains poissons. Le blob constitue, lui, carrément un organisme pouvant posséder jusqu'à 700 types de sexes différents.

Du côté des comportements sexuels, la nature ne se limite pas non plus aux fonctions reproductrices. Les actes homosexuels sont observés chez de très nombreuses

espèces, 6 % des moutons domestiques mâles ne s'accouplant par exemple qu'avec d'autres béliers, tandis que certaines espèces monogames connaissent des couples de même sexe durant toute une vie.

Humains et animaux, même combat

Cette exposition ne se borne pas à explorer le règne animal mais plonge l'être humain dans cette diversité naturelle. L'entrée de l'exposition passe par les statistiques pour réfuter la catégorisation de « minoritaire » des identités de genre non conformes,

montrant par exemple qu'il y a en Suisse plus de lesbiennes que de membres de l'UDC.

L'exposition laisse ensuite exploser la diversité des genres expérimentés par les êtres humains, en donnant la parole aux personnes concernées ou en explorant les différentes facettes des identités possibles. Le mérite de cette exposition est de ne pas se contenter de prêcher les convaincu·e·x·s mais de mettre en place une démarche explicative capable de susciter l'attention de chacun·e·x. La visite se fait notamment avec un astucieux cahier d'expédition personnel où chaque visiteur·x·euse est amené·e·x à se positionner quant à son identité, à ses idoles et à partager ses positions à l'aide d'autocollants. On ne peut que recommander cette démarche aux accents pop qui n'oublie pas pour autant de rester critique et exigeante.

Pierre Raboud

Exposition jusqu'au 10 avril 2022



Marche et concert de soutien organisés par le journal *Libération*, Besançon, 29 septembre 1973

Histoire A lire

RETOUR SUR LA LUTTE DES TRAVAILLEURS·EUSES DE LIP

Près d'un demi-siècle après la lutte des travailleurs·euses de l'usine Lip (Besançon), Charles Piaget – alors responsable de la section syndicale CFDT de l'entreprise – a souhaité en transmettre la mémoire dans une brochure, parue cette année.

Cette brochure commence par une histoire de l'entreprise (notamment celle de son patron, Fred Lip, qui avait vendu une partie de ses actions au trust suisse Ébauches SA en 1967). Charles Piaget relate ensuite comment il fut possible, durant les 20 ans ayant précédé le mouvement, de construire chez Lip un syndicalisme « *de masse et de classe* », intégrant de manière dynamique les travailleurs·euses à l'action syndicale (une pratique tranchant avec les conceptions dominantes des différentes centrales syndicales en France, CGT et CFDT).

Restructuration « exemplaire »

Dès septembre 1972, les syndicalistes avaient détecté une situation étrange : « *De nombreux signes indiquent qu'il se passe quelque chose de grave. Plusieurs ateliers sont en manque de travail. Or, ce sont précisément les secteurs qui n'intéressent pas Ébauches SA. (...) La période d'octobre 1972 à avril 1973 représente six mois d'une situation trouble* » (p. 45). En fait, selon l'accord conclu avec Fred Lip, Ébauches SA voulait restructurer l'entreprise (avec licen-

ciements à la clé) et en conserver seulement les secteurs jugés les plus rentables, sous forme de sous-traitance.

L'occupation de l'usine en juin 1973 permit de découvrir les documents expliquant la stratégie d'Ébauches SA. Les travailleurs·euses remirent alors la production en marche. Ils·elles saisirent le stock de montres et en firent leur « trésor de guerre », afin de pouvoir payer leurs salaires. Une action qui suscita la solidarité en France, mais aussi en Suisse. Sur les formes de la lutte, Charles Piaget souligne notamment l'implication des femmes, qui « *occupaient les emplois de base, les moins payés. (...) Tout naturellement, elles ont pris leur place, pleine et entière, parmi les groupes de réflexion et de décision. Elles avaient une exigence d'égalité entre les hommes et les femmes* » (p. 79–80).

Une victoire inadmissible

Si la lutte de 1973 a permis de trouver une solution industrielle et de maintenir les emplois (revendication des Lip), la situation changea drastiquement en 1976. Le gouvernement et le patronat ne pouvaient accepter la conclusion de ce

conflit. « *Il serait intolérable qu'une telle affaire se conclue par une victoire totale* », déclara Valéry Giscard d'Estaing, devenu président de la République. Le 14 mai 1976, les salarié·e-s de Lip furent à nouveau licencié·e-s. Comme le relève Claude Neuschwander (un proche de Michel Rocard) : « *Avec la crise du pétrole de l'année 75, le patronat et le gouvernement ont considéré que les entreprises françaises allaient connaître des difficultés, qu'il allait y avoir des licenciements, et qu'il convenait de démolir Lip, devenue le symbole d'une lutte ouvrière victorieuse* » (postface à *Lip : des héros ordinaires*). Après cinq ans de lutte, six coopératives regroupant les différentes activités de l'entreprise furent créées en 1981. Mais seules deux ont survécu. Les autres se sont heurtées au « mur d'argent » des banques, pour les raisons indiquées par Claude Neuschwander.

Il vaut cependant la peine, aujourd'hui, de connaître le témoignage de Charles Piaget, l'un des principaux animateurs du mouvement. Ce livre donnera sans doute l'envie d'approfondir l'analyse de son expérience et de s'en inspirer de manière créative.

Hans-Peter Renk



Charles Piaget, *On fabrique, on vend, on se paie* : Lip 1973, avant-propos de Georges Ubbiali, Paris, Syllepse, 2021

AUTRES OUVRAGES SUR LA LUTTE DES LIP

- Joël Mamet, *Piaget avant, pendant, après Lip*. Besançon, Ed. du Sekoya, 2020
- Daniel Reid, *L'affaire Lip* / préface de Patrick Fridenson; traduction de l'anglais : Hélène Chuquet. Rennes, Presses universitaires, 2020.
- Laurent Galandon & Damien Vidal, *Lip : des héros ordinaires*, bande dessinée, préface de Jean-Luc Mélenchon, postface de Claude Neuschwander, P.D.G. de Lip, Paris, Dargaud, 2014
- Wiaz & Piotr, *Les hors-la-loi de Palente : la grève de Lip*, bande dessinée, Paris, Société internationale d'édition, 1974

ARTHUR, OÙ T'AS MIS LES MONTRES ? (EXTRAITS) PAR LA TROUPE Z

On a occupé c'est vrai
On a séquestré vite fait
Car on est des grévistes
On a trouvé les papiers
Et ça nous a décidés
À planquer les articles
C'est Arthur qui fut chargé
De cacher les montres et tout
le stock

(D'après Boris Vian, *Arthur, où t'as mis l'corps ?*)

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

392

15 07
2021

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **Monde du travail**
L'USS et les droits syndicaux: la faillite d'une stratégie
Unia Vaud fait le ménage

4 **National**
F-35: «Light» au lieu de «Lightning»?
«Lightning»? Une nouvelle arbitète?

5 **National**
Droit de timbre: la droite se tamponne du bien commun

6 **Neuchâtel**
La défense de la culture au tribunal

Vaud
Hommage au syndicaliste Adil Belakhdim

7 **Genève**
Alliance des droites au Grand Conseil sur le dos des étrangers-ères et du logement social

10 **Écologie**
Honduras: un acte de justice posthume pour Berta Cáceres

11 **International**
L'imperialisme suisse en Afrique modulé par le Covid

Turquie: Répression et autoritarisme continuent

12 **International**
Kanaky: lutter pour l'indépendance, lutter pour ses ressources

13 **International**
Brésil: l'urgence du «Fora Bolsonaro» et d'un gouvernement de gauche

14 **Queer**
État espagnol: Samuel Luiz Muñiz, victime d'un assassinat homophobe

Vous êtes plutôt casoar à casque ou hyène tachetée?

15 **À lire**
Retour sur la lutte des travailleurs-euses de Lip

La vie expliquée à ma fille par Masino

